COMMUNE DE VALLOUISE-PELVOUX

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mardi 28 juin 2022 à 20 heures 30

Sous la présidence de Monsieur Jean CONREAUX, Maire

Nombre de membres en exercice : 12

Etaient présents : REYMOND Andrée - MOUTIER Gérard - DE CLINCHAMPS Patrice - GARNIER Martine - HAMMES Marie-Pierre - CLERET DE LANGAVANT Maixent - DECAUX Brice

Absent excusé : ROULX-LATY Didier

Procurations : SEMIOND Philippe à MOUTIER Gérard – VALBON François à CONREAUX Jean – JULIENNE Olivier à REYMOND Andrée

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance à 20 heures 30.

Monsieur Patrice du PUY de CLINCHAMPS a été nommé secrétaire.

En préambule, Monsieur Le Maire souhaite partager quelques réflexions simples. La vie récente du Conseil municipal a été marquée par la démission de plusieurs de ses membres. Il ne lui appartient pas ce soir d'évoquer les raisons de ces départs et de les commenter. Il entend simplement rassurer les administrés. La gestion et l'animation de la commune continuent, sans entrave. Les moyens sont réunis pour qu'il en soit ainsi. Il assure que les élus, en place, sont pleinement mobilisés pour que l'été qui s'annonce soit l'été de la réussite post-covid. Monsieur Le Maire souhaite tuer les rumeurs les plus délirantes qui circulent dans la Commune. Il n'en évoquera qu'une : Le devenir de la station de ski de Pelvoux. Il n'est pas question et il n'a jamais été question pour l'équipe en place, comme certains se plaisent à le faire croire, de travailler à sa fermeture. Les investissements de la Commune, ici et là, sont connus. Ils ont été votés. Ils sont financés. Ils seront conduits à leurs termes. Il lui importait, en ces temps quelque peu troublés, que certaines fausses informations soient officiellement démenties. Monsieur Le Maire souhaite passer au vote des délibérations inscrites à notre ordre du jour, dans le calme et la sérénité.

Approbation du procès-verbal de la séance du 28 mai 2022

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du conseil le procès-verbal de la séance du 28 mai 2022.

Le compte rendu est à l'unanimité

Monsieur Le Maire informe le Conseil que, dans le cadre de ses délégations, il a décidé d'attribuer les marchés publics suivants, en application de l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 :

- *En date du 31/05/2022, attribution de baux pastoraux portant conventions de pâturage sur les alpages communaux de Jas LA Croix, Puy Aillaud et les Bans à des éleveurs communaux ;*
- *En date du 01/06/2022, attribution d'un bail de location saisonnière de la buvette d'Entre-Les-Aygues à Jasmin THOMI pour un montant de 200 € la saison ;*
- *En date du 09/06/2022, attribution d'un marché travaux portant sur la réfection de tranchées en enrobé à l'entreprise Colas France pour un montant de 3400 € ;*
- *En date du 14/06/2022, attribution d'un marché portant sur la fourniture de matériels d'équipements divers pour les services techniques communaux à l'entreprise Andrety pour un montant de 3945,42 € ;*
- *En date du 14/06/2022, attribution d'un marché portant sur la fourniture et la livraison de matériaux destinés à la fabrication d'un skate-park aux entreprises Dispano et Transports Charbonnier pour des montants respectifs de 816 € et 350 € ;*

- En date du 16/06/2022, attribution d'un marché portant sur la fourniture de matériels et d'équipements divers pour le rééquipement des voies d'escalade d'Aillefroide aux entreprises Techforge et Approach pour des montants respectifs de 1954,70 € et 522,75 € ;
- En date du 16/06/2022, attribution d'un marché portant sur la fourniture d'une pompe pour la piscine du Freyssinet à Loisirs Piscines pour un montant de 703,46 €.

Madame Marie-Pierre HAMMES présente la délibération n°1

1. DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DES DISPOSITIFS « CONTRAT STATION 2030 » ET « SOUTIEN A LA MODERNISATION DES DOMAINES SKIABLES ALPINS » POUR LA MODERNISATION DU RESEAU DE NEIGE DE CULTURE

Monsieur le maire rappelle que dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « Contrat stations 2030 », et en relation avec les différentes études réalisées sur la station de Pelvoux-Vallouise, notamment l'étude ClimSnow portée par la région, les membres du conseil d'exploitation de la station et les élus du conseil municipal travaillent actuellement à la définition d'une stratégie globale pour l'avenir de la station à l'horizon 2030.

Cette réflexion complexe nécessitant un certain temps, il a été proposé au comité de pilotage de ce dispositif que la commune présente avant la fin du mois de juin 2022 une première phase d'investissements à réaliser dans l'année, puis dans les trois mois suivants une seconde phase ayant vocation à être conduite entre 2023 et 2030.

Monsieur le maire expose que cette première phase consiste en un projet de modernisation du réseau de neige de culture, ayant pour objectif principal d'optimiser la production de neige de la station de Pelvoux-Vallouise.

Cet objectif d'optimisation se traduit par l'acquisition d'enneigeurs de dernière génération permettant un rapport volume produit / consommation électrique performant, et par un système de pilotage des salles des machines automatisés permettant la diminution des consommations électriques tout en assurant la disponibilité des ressources en eau.

A cela s'ajoute l'acquisition d'un système de mesure de hauteur de neige sur dameuses permettant un juste volume de production tout en permettant d'assurer un manteau neigeux homogène, sécurisant ainsi l'exploitation des pistes.

Monsieur le maire expose que les investissements prévus dans le cadre de cette première phase portent sur :

- L'acquisition de 3 enneigeurs types ventilateurs, permettant le remplacement de machines acquises en 1989, et complétant l'installation existante ;
- L'acquisition d'une supervision générale de pilotage des salles des machines ;
- L'acquisition d'un système de mesure de hauteur de neige sur les dameuses, via un relevé GPS de la position des machines comparé à un relevé topographique existant.

Monsieur le Maire rappelle que le coût estimatif de ces investissements est estimé à 190 793.00 € HT (228 951.60 € TTC).

Monsieur le maire propose donc au conseil de solliciter le soutien financier de la région SUD-PACA dans le cadre du dispositif « contrat stations 2030 » et du Département des Hautes-Alpes dans le cadre du dispositif « Soutien à la modernisation des domaines skiables alpins », sur la base du plan de financement suivant :

Contrat station 2030 - Modernisation du réseau de neige de culture 2022			
DEPENSES		RECETTES	
Nature	Montant HT	Nature	Montant
Modernisation du réseau de neige de culture 2022	190 793.00 €	Région SUD-PACA « Contrat station 2030 » 40%	76 317.20 €
		Département des Hautes-Alpes « Soutien à la modernisation des domaines skiables alpins » 40%	76 317.20 €
		Autofinancement commune de VALLOUISE-PELVOUX 20%	38 158.60 €
TOTAL HT	190 793.00 €	TOTAL	190 793.00 €

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- **Approuve** le projet de modernisation du réseau de neige de culture 2022 ;
- **Sollicite** une subvention de 40% du montant hors-taxes des investissements auprès de la région SUD-PACA au titre du dispositif « contrat station 2030 » ;
- **Sollicite** une subvention de 40% du montant hors-taxes des investissements auprès de du Département des Hautes-Alpes au titre du dispositif « Soutien à la modernisation des domaines skiables alpins » ;
- **Dit** que les dépenses relatives à ces travaux sont inscrites au BP 2022 de la commune de VALLOUISE-PELVOUX, budget annexe de la régie des remontées mécaniques.

Interventions : La présente délibération ne fait l'objet d'aucune observation

Monsieur Patrice du PUY de CLINCHAMPS présente la délibération n°2

2. TARIFS DE LOCATION DES SALLES COMMUNALES – REPRISE DE LA DELIBERATION N°7 DU 15 DECEMBRE 2021

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°7 en date du 17 décembre 2021, le conseil municipal a approuvé les tarifs de location des salles communales.

Monsieur le Maire expose que cette délibération ne prévoyant pas le versement d'une caution pour les salles ni pour la location du matériel de sonorisation, et comportant par ailleurs quelques imprécisions de forme, il convient d'en reprendre la rédaction.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil d'appliquer les tarifs de location des salles communales selon le détail ci-après :

TARIFS SALLES	Tarifs	Tarifs Du 1 ^{er} mai au
---------------	--------	-------------------------------------

	Du 1 ^{er} novembre au 30 avril	30 octobre
Bonvoisin * :	Journée	Journée
- Mariages/réceptions/activités payantes contribuables	220€	200€
- Mariages/réceptions/activités payantes non-contribuables	320€	300€
- Location matériel de sonorisation	150€	150€
- Associations locales	20€	20€
*Salle Bonvoisin :		
- Location à la journée uniquement.		
- Journée supplémentaire :		
o 70 € hiver et 50 € reste de l'année pour les contribuables ;		
o 100 € hiver et 80 € reste de l'année pour les non-contribuables.		
TARIFS SALLES	Tarifs Du 1^{er} novembre au 30 avril	Tarifs Du 1^{er} mai au 30 octobre
Marcel Regout	Journée	Journée
- Réunions, activités payantes contribuables	220 €	200 €
- Réunions, activités payantes non-contribuables	320 €	300 €
- Associations locales	20 €	20 €
Salle des Essarts	Pas de location	Journée
- Contribuables et non-contribuables		100 €
- Associations locales		20 €
Espace Marcel Molinatti (Activités payantes ou commerciales)	Pas de location	Mois
		400 €
Salle des Associations	Journée	Journée
- Contribuables et non-contribuables	110 €	100 €
- Associations locales	Gratuit	Gratuit
Salle de Parcher	Heure	Heure
- Cours (sauf scolaires)	6 €	6 €
Chapelle des Pénitents	Journée	Journée
- Contribuables, non-contribuables et associations	10€	10 €
Ré(création)	Mois	Mois
- Activités payantes ou commerciales	300 €	400 €
- Autres (animation, expositions sans vente, ...)	50 €	Gratuit
Maison de la montagne	Pas de location	Journée
- Activités payantes ou commerciales		20 €
- Autres (animation, expositions sans vente, ...)		Gratuit
CAUTIONS		
Salles	500 €	
Matériel de sonorisation	1 000 €	

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°7 du conseil municipal en date du 15 décembre 2021 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- **Approuve** les tarifs de location de salles proposés par le Maire, tels qu'exposés ci-dessus ;
- **Dit** que la présente délibération remplace et annule la délibération n°17 du 15 décembre 2021 ;
- **Dit** que ces tarifs seront applicables à compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Interventions : La présente délibération ne fait l'objet d'aucune observation

Monsieur Le Maire présente la délibération n°3

3. TARIFS DU PARKING DU PRE DE MADAME CARLE

Monsieur le Maire expose qu'au regard des caractéristiques de la fréquentation de ce parking, il convient de fixer comme suit les tarifs d'accès au parking du Pré de madame Carle, pour l'été 2022.

- Tarif de 4 € pour les véhicules particuliers ou de tourisme ainsi que pour les camping-cars et véhicules utilitaires ;
Jusqu'alors un tarif spécifique de 8€ s'appliquait aux camping-cars et véhicules utilitaires soit deux fois plus élevé que celui applicable aux véhicules de tourisme.
Or, l'occupation nocturne des véhicules étant interdite dans le périmètre du site classé du Pelvoux, dans lequel se trouve le parking du Pré de madame Carle, l'institution d'un tel tarif différencié est de nature à induire en erreur les possesseurs de camping-cars et véhicules utilitaires, pouvant se croire autorisés à séjourner nuitamment sur ce parking. Il convient donc de le supprimer, afin de lever toute ambiguïté.
- Tarifs spécifiques :
 - Gratuité pour les véhicules des gardiens de refuge du secteur des Ecrins ainsi qu'à leurs salariés. Une liste devra être fournie par les gardiens en début de saison contre-laquelle leur sera fournie une contremarque ;
 - Gratuité pour les cycles ;
 - Les professionnels de la montagne, c'est-à-dire, les guides de haute montagne et les accompagnateurs en montagne bénéficieront d'un tarif forfaitaire de 8 € pour la saison d'été sur présentation de leur carte professionnelle. Il leur sera remis une contremarque.
 - Les contribuables de la commune de Vallouise-Pelvoux bénéficieront également d'un tarif forfaitaire de 8 € pour la saison d'été sur présentation d'un justificatif (taxe d'habitation ou foncière). Il leur sera remis une contremarque.

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- **Approuve** l'exposé du Maire ;
- **Approuve** les tarifs du parking du Pré de madame Carle, tels que proposés par le Maire et exposés ci-dessus ;
- **Dit** que ces tarifs seront applicables à compter du 1^{er} juillet 2022.

Interventions : La présente délibération ne fait l'objet d'aucune observation

Monsieur Patrice du PUY de CLINCHAMPS présente la délibération n°4

4. BUDGET ANNEXE DE LA REGIE DES REMONTEES MECANIQUES M 43 : DECISION MODIFICATIVE N°1

Monsieur le maire présente au conseil la décision modificative n°1 du budget annexe de la régie des remontées mécaniques portant sur les mouvements comptables suivants :

En fonctionnement

1. Constatation comptable d'un déficit de 275.00 € sur la régie des remontées mécaniques, dû à des paiements au moyen de chèques-vacances falsifiés ;

Les virements de crédits proposés sont les suivants :

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6066 : Carburants	275,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	275,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6718 : Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0,00 €	275,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	0,00 €	275,00 €	0,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	275,00 €	275,00 €	0,00 €	0,00 €
Total Général		0,00 €		0,00 €

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article D.2342-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- **Accepte** la décision modificative n°1 sur le budget annexe de la régie des remontées mécaniques M 43 ;
- **Autorise** le Maire à procéder au virement de crédits prévu par la présente décision modificative.

Interventions : La présente délibération ne fait l'objet d'aucune observation

Monsieur Patrice du PUY de CLINCHAMPS présente la délibération n°5

5. BUDGET PRINCIPAL M 14 : DECISION MODIFICATIVE N°1

Monsieur le maire présente au conseil la décision modificative n°1 sur le budget principal, portant sur les mouvements comptables suivants :

En fonctionnement :

- Ajustement du montant de la redevance perçue par la commune au titre de l'exploitation du domaine nordique pour la saison 2021-2022, et du montant de son reversement aux associations Nordic Alpes du Sud et Nordic en Vallouise.
- En dépenses de fonctionnement, diminution de crédits pour un montant de 6 251.00 € sur l'article D 6574 « *Subventions aux associations* » - chapitre 65 « *Autres charges de gestion courante* » ;

- En recette de fonctionnement, diminution de crédits pour un montant de 6 251.00 € sur l'article R 70382 « *Redevance de ski de fond* » - chapitre 70 « *produits des services* » ;

Les virements de crédits proposés figurent en page suivante :

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
 FONCTIONNEMENT				
D-6574 : Subventions de fonctionnement aux associations et autres ...	6 251,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	6 251,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
R-70382 : Redevance de ski de fond	0,00 €	0,00 €	6 251,00 €	0,00 €
TOTAL R 70 : Produits des services, du domaine et ventes diverses	0,00 €	0,00 €	6 251,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	6 251,00 €	0,00 €	6 251,00 €	0,00 €
Total Général		-6 251,00 €		-6 251,00 €

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article D.2342-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- **Accepte** la décision modificative n°1 sur le budget M 14 ;
- **Autorise** le Maire à procéder au virement de crédits prévu par la présente décision modificative.

Interventions : La présente délibération ne fait l'objet d'aucune observation

Madame Marie-Pierre HAMMES présente la délibération n°6

6. REGIE DE RECETTES DES REMONTEES MECANIQUES – DEMANDE DE DECHARGE DE RESPONSABILITE DU REGISSEUR POUR FORCE MAJEURE

Monsieur le maire expose que des chèques-vacances falsifiés, émis au nom de sociétés reconnues, ont circulé au cours de l'hiver 2021-2022.

La régie des remontées mécaniques, qui comme beaucoup de stations accepte le règlement des forfaits de remontées mécaniques par ce moyen de paiement, a été victime de cette escroquerie, et a accepté le règlement de forfaits effectués au moyen de 11 de ces chèques, pour un montant total de 275.00 €

Monsieur le maire expose que le régisseur a présenté à ce titre une demande de décharge de responsabilité pour force majeure.

Monsieur le maire rappelle que le déficit d'une régie résulte de la force majeure lorsque les circonstances de son apparition réunissent les critères d'irrésistibilité, d'imprévisibilité et d'extériorité.

- L'irrésistibilité s'analyse comme le caractère inévitable d'un évènement que la volonté du régisseur n'aurait pu empêcher ;
- L'imprévisibilité est fondée notamment sur la rareté, la soudaineté ou le caractère anormal de l'évènement ;
- L'extériorité implique que l'évènement soit étranger à la personne du régisseur ou à son activité.

Monsieur le maire expose que les conditions étant ici réunies, le déficit peut être considéré comme résultant de la force majeure.

Suite à l'avis du conseil municipal, le comptable public prendra, le cas échéant, une décision de décharge de responsabilité.

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66/850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1 617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avance, des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'instruction codificatrice n°06-030 ABM du 21 avril 2006 ;

Vu la demande de décharge de responsabilité présentée le 23 juin 2022 par monsieur Antoine MATHIEU, régisseur ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- **Donne** un avis favorable à la demande de décharge de responsabilité du régisseur, les conditions de reconnaissance de la force majeure étant réunies ;
- **Autorise** la prise en charge de la dépense par le budget annexe de la régie des remontées mécaniques au titre des charges exceptionnelles sur opérations de gestion (article 6718) ;
- **Autorise** monsieur le maire à signer tout document administratif, technique ou financier nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Interventions : Le débat porte sur la poursuite de l'acceptation des chèques vacances pour régler les forfaits de ski ; en effet, Monsieur Patrice du PUY de CLINCHAMPS pose la question. Monsieur Maixent CLERET de LANGAVANT précise qu'il faut continuer de les accepter. Madame Marie-Pierre HAMMES souligne qu'il n'y a aucun moyen de les vérifier contrairement aux billets de banque. Monsieur Maixent CLERET de LANGAVANT expose que la solution résiderait en la dématérialisation de ces chèques via des cartes. Madame Marie-Pierre HAMMES stipule que ces chèques falsifiés semblaient tout de même provenir de grandes entreprises du CAC40. Les membres du conseil s'accordent à dire qu'il est difficile de refuser ce moyen de paiement.

Monsieur Gérard MOUTIER présente la délibération n°7

7. MODIFICATION ET VERSEMENT DES SUBVENTIONS ATTRIBUEES AUX ASSOCIATIONS NORDIC EN VALLOUISE ET NORDIC ALPES DU SUD AU TITRE DU REVERSEMENT DE LA REDEVANCE PERÇUE SUR LE DOMAINE NORDIQUE

Monsieur le maire rappelle qu'en application des conventions signées avec les associations « Nordic En Vallouise » et « Nordic Alpes du Sud », il est prévu que la redevance collectée sur le domaine nordique de la commune soit reversée en intégralité à ces deux associations, à hauteur de 88 % pour l'association « Nordic En Vallouise » et 12 % pour l'association « Nordic Alpes du Sud ».

Monsieur le maire rappelle qu'à ce titre et au regard du montant prévisionnel de la redevance collectée tel qu'inscrit dans le budget primitif 2022 de la commune, soit 104 500 €, le conseil a validé l'attribution d'une subvention de 91 960 € à l'association « Nordic En Vallouise » et de 12 540 € à l'association « Nordic Alpes du Sud ».

Monsieur le Maire expose que le montant définitif de la redevance perçue au titre de la saison hivernale 2021-2021 est de 98 249 €, soit une diminution de 6 251 € par rapport au montant prévu.

Il s'ensuit que le montant des subventions versées aux associations « Nordic En Vallouise » et « Nordic Alpes du Sud » au titre de la redevance collectée doit être réévalué en conséquence, pour être porté à 86 459 € pour l'association « Nordic En Vallouise » et à 11 790 € pour l'association « Nordic Alpes du Sud ».

Monsieur le maire rappelle par ailleurs que les virements de crédits budgétaires découlant de ces modifications ont été approuvés dans la délibération n°5 adoptée ce jour, portant décision modificative n°1 sur le budget M 14.

Monsieur le maire propose donc au Conseil de se prononcer sur la modification du montant de ces subventions.

Vu le budget primitif 2022 (budget principal M 14), et notamment son annexe B1.7 ;
Vu la délibération n°5 du 28 juin 2022 portant décision modificative n°1 sur le budget M 14 ;
Vu les articles L1612-1, L.2121-29 et L.2311-7 du Code général des collectivités territoriales ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- **Décide** de modifier le montant de la subvention accordée à l'association « Nordic En Vallouise » pour l'année 2022, et de porter celle-ci à 86 459 € ;
- **Décide** de modifier le montant de la subvention accordée à l'association « Nordic Alpes du Sud » pour l'année 2022, et de porter celle-ci à 11 790 € ;
- **Dit** que cette modification a été intégrée au budget primitif 2022 par le biais de la décision modificative n°1 sur le budget principal M 14 approuvée ce jour.

Interventions : Monsieur Patrice du PUY de CLINCHAMPS indique qu'il s'agit de la suite de la délibération précédente.

Monsieur Le Maire présente la délibération n°8

8. AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYMENERGIE05

Monsieur le maire expose que par courrier en date du 24 mai 2022, monsieur le président du SyMÉnergie05 a transmis à la commune la réforme statutaire adoptée par le Comité syndical le 29 avril 2022.

Cette réforme porte sur le changement de nom et d'adresse du syndicat, sur une actualisation consécutive aux évolutions législatives récentes et sur l'ajout de nouvelles compétences.

Monsieur le maire expose qu'en application des dispositions des articles L.5211-17 et L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, il appartient à chacune des communes adhérentes au SyMÉnergie05 de se prononcer dans un délai de trois mois sur ces modifications statutaires, l'absence de réponse dans le délai imparti étant considérée comme avis favorable.

Monsieur Maire invite donc le Conseil municipal à délibérer sur ces modifications statutaires.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L5211-17 et L5211-20 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2011-360-3 du 26 décembre 2011 approuvant les statuts constituant le Syndicat Mixte d'Electricité des Hautes Alpes (SyME05) à compter du 1er janvier 2012 ;
Vu l'arrêté préfectoral n ° 2014-294-0008 du 21 octobre 2014 approuvant les statuts modifiés du Syndicat Mixte d'Electricité des Hautes Alpes (SyME05) abrogeant et remplaçant l'arrêté précité ;
Vu l'arrêté n°2015-097-0002 du 07 avril 2015 transformant le Syndicat Mixte d'Electricité des Hautes Alpes en un syndicat de communes ;
Vu l'arrêté préfectoral n°05.2018.01.17_006 du 17 janvier 2018, modifiant la dénomination du syndicat et ajoutant la compétence « *création et exploitation d'un réseau public de chaleur ou de froid* » ;
Vu l'arrêté préfectoral n°05-2020-06-08-001 du 8 juin 2020 approuvant la rénovation territoriale des collèges et l'ajustement réglementaire du syndicat ;
Vu la délibération du Comité syndical du SyMÉnergie05 en date du 29 avril 2022 portant modification statutaire ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- **Approuve** les modifications statutaires du SyMÉnergie05 adoptées par délibération du Comité syndical du SyMÉnergie05 en date du 29 avril 2022 ;
- **Prend acte** des changements intervenus dans lesdits statuts.

Interventions : La présente délibération ne fait l'objet d'aucune observation

Madame Andrée REYMOND présente la délibération n°9

9. CREATION D'UNE ASSOCIATION FONCIERE PASTORALE AUTORISEE SUR LE SECTEUR DE PUY-AILLAUD

Monsieur le maire rappelle que les diagnostics pastoraux réalisés au début des années 2000 sur l'alpage de Puy-Aillaud, notaient qu'il était indispensable que la structuration foncière sur le plan du pâturage soit réglée, cette question restant le préalable à toute gestion pastorale rationnelle sur cette unité.

De fait, au regard de l'importance de maintenir le pastoralisme dans le secteur de Puy-Aillaud et au vu des constats de fermeture de milieux ou de gestion peu rationnelle des espaces, la création d'une association foncière pastorale apparaît comme l'outil privilégié pour permettre le maintien d'une activité pastorale raisonnée.

Monsieur le maire rappelle qu'à ce titre, la commune travaille depuis 2017 à la création d'une structure de ce type.

A l'issue des nombreuses réunions de concertation avec les éleveurs concernés et après avoir présenté ce projet à la population, il est maintenant nécessaire de diligenter la procédure administrative visant à créer cette association.

Monsieur le maire rappelle qu'en application de l'article L.135-1 du code rural et de la pêche maritime, la création d'une association foncière pastorale autorisée relève de la compétence de madame la Préfète des Hautes-Alpes.

La procédure de création de cette association est régie quant à elle par les dispositions de l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires qui prévoit, notamment, la réalisation d'une enquête publique destinée à informer les propriétaires concernés et à recueillir leur avis sur le projet.

Sur ces bases, monsieur le maire invite donc le conseil à se prononcer sur le lancement de la procédure administrative de création de cette associations foncière pastorale autorisée.

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L.131-1, L.135-1 à L.135-12, R.131-1 et R.135-2 à R.135-10 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'ordonnance modifiée n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment ses articles 7, 11, 12, 19, 21 et 22, 29 et son décret d'application n°2006-504 du 3 mai 2006, notamment ses articles 7, 8, 13, 17, 18, 19, 22, 23 et 25, 27, 44, 52 ;

Vu le code de l'environnement et la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par une abstention (Brice DECAUX) et dix voix pour

- **Demande** à Madame la Préfète des Hautes-Alpes de bien vouloir diligenter la procédure de création d'une association foncière pastorale autorisée dans le secteur de Puy-Aillaud, sur le territoire de la commune de Vallouise-Pelvoux ;
- **Charge** monsieur le maire de transmettre au Service Agriculture et Espaces Ruraux de la Direction Départementale des Territoires un dossier de demande de création ;
- **Accepte** la prise en charge par la commune des honoraires du Commissaire enquêteur, des frais d'impression, d'expédition et d'affranchissement découlant de la mise en œuvre de la procédure de constitution de l'AFP par la DDT des Hautes-Alpes ;
- **Autorise** monsieur le Maire à signer la convention de remboursement des frais entre la commune et la DDT ;
- **S'engage** à acquiescer les parcelles qu'un propriétaire qui se serait prononcé expressément contre le projet de création de l'AFP désirerait délaissier, et ce dans un délai de 3 mois après la publication de l'arrêté préfectoral de création, en application de l'article L135-4 du code rural et de la pêche maritime ;
- **Charge** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente décision ;
- **Autorise** monsieur le maire à signer tout acte ou document afférent à la création de cette association foncière pastorale.

Interventions : Monsieur Le Maire souligne qu'il s'agit de l'aboutissement d'un long débat, chacun pourra s'exprimer lors de l'enquête publique. Monsieur Le Maire indique que le dossier est dorénavant entre les mains de Madame LA Préfète. Monsieur Brice DECAUX tient à indiquer la raison de son vote : il n'est pas en possession des tenants et des aboutissants du projet, raison pour laquelle il préfère s'abstenir.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 21h00.

P.L.H.H.